

# LE REGARD

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS GENERALES

Contact : +234 821366666/822950000 Site: [www.leregard.info](http://www.leregard.info) Prix Kinshasa: 2500Fc  
N° RCCM : CD/KNG/RCCM/20-B-01232 ID.NAT : 01-83-N61739N N°D'IMPÔT : A2034863S



RAPPROCHEMENT TSHISEKEDI-KABILA

## Rome: Fayulu, Katumbi, Sesanga, Matata, Kabund, les 5 apôtres du dialogue <sup>P2</sup>



## Matadi accueille la 14ème Conférence des gouverneurs en décembre <sup>P3</sup>



## Les députés signent le départ de la ministre Marie-Thérèse Sombo <sup>P4</sup>

RAPPROCHEMENT TSHISEKEDI-KABILA

# Rome: Fayulu, Katumbi, Sesanga, Matata, Kabund, les 5 apôtres du dialogue



Réunis à Rome du 25 au 27 octobre 2026, Martin Fayulu, Moïse Katumbi, Delly Sesanga, Matata Ponyo et Jean-Marc Kabund ont choisi la voie du dialogue pour tenter de sortir la République démocratique du Congo de l'impasse politique, sécuritaire et socio-économique. Dans une ville chargée de symboles religieux, les cinq figures de l'opposition endossent presque les habits d'apôtres du consensus, annonçant leur intention de rencontrer Félix Tshisekedi et Joseph Kabila afin de favoriser un dialogue national inclusif. Reste à savoir si cette nouvelle prédication politique trouvera des oreilles attentives à Kinshasa et si les paroles de Rome pourront se traduire en actes sur le terrain congolais.

Face à la gravité de la crise politique, sécuritaire et socio-économique qui secoue le pays, la C64 entend prendre l'initiative là où les divergences politiques continuent de compliquer la recherche d'une issue consensuelle. Cette plateforme annonce vouloir rencontrer Félix Tshisekedi et Joseph Kabila afin de favoriser une solution congolaise à la crise.

L'objectif affiché est de créer les

conditions d'un véritable dialogue national inclusif, susceptible de préserver les intérêts fondamentaux du pays, son intégrité territoriale et sa cohésion nationale. Au-delà de l'annonce de ces rencontres, la démarche de la C64 intervient dans un contexte où la question du dialogue national reste au cœur des débats politiques. Entre les impératifs de défense de la souveraineté nationale, les tensions entre les acteurs politiques et la persistance de l'insécurité, notamment dans l'Est du pays, la recherche d'un compromis apparaît comme un enjeu majeur.

En ciblant séparément Tshisekedi et Kabila, la plateforme semble miser sur la nécessité de dépasser les antagonismes personnels et politiques pour ramener les protagonistes autour d'une même préoccupation: l'avenir de la République démocratique du Congo.

Toutefois, le principal défi de cette initiative réside dans sa capacité à transformer une volonté de rapprochement en un processus politique crédible. Un dialogue national ne saurait se limiter à une rencontre entre les figures les plus influentes de la scène politique. Sa légitimité dépendrait également

de la représentativité des participants, de la définition préalable des objectifs, des garanties de participation et de la capacité des parties à accepter des conclusions applicables.

La C64 devra ainsi convaincre que sa démarche ne vise ni à consacrer un arrangement entre dirigeants ni à redistribuer les rapports de force, mais à ouvrir un espace de concertation suffisamment large pour prendre en compte les préoccupations de la majorité des Congolais. La plateforme entend également porter son plaidoyer auprès des partenaires de la RDC afin d'obtenir leur soutien à une solution durable et négociée.

Ce deuxième axe confère à son initiative une dimension purement diplomatique, dans la mesure où la crise congolaise s'inscrit dans un environnement régional et international complexe. Cet éventuel accompagnement extérieur pourrait contribuer à faciliter les échanges et à soutenir la mise en œuvre d'éventuels engagements.

Néanmoins, cet appui ne saurait se substituer à la responsabilité première des acteurs congolais. La recherche d'une solution du-

table suppose que les priorités nationales soient clairement définies par les Congolais eux-mêmes, pour éviter que les partenaires internationaux ne deviennent les arbitres exclusifs des choix politiques du pays.

En se positionnant comme intermédiaire entre Félix Tshisekedi et Joseph Kabila, la C64 joue donc une carte politique importante, mais risquée. Son initiative sera jugée moins sur la portée de son annonce que sur sa capacité à obtenir l'adhésion des deux personnalités, à élargir la concertation aux autres forces politiques et sociales et à dégager des garanties concrètes pour la paix et la stabilité.

Dans un pays confronté à des urgences sécuritaires et sociales, le temps des déclarations ne peut se substituer à celui des résultats. Reste à savoir si cette démarche permettra de rapprocher des positions longtemps opposées et de faire du dialogue national un véritable instrument de sortie de crise, plutôt qu'une nouvelle séquence de consultations sans effets durables.

René Kanzuku

# Tshisekedi convoque la 14ème Conférence des gouverneurs à Matadi



Le président de la République démocratique du Congo, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a convoqué la 14ème Session de la Conférence des gouverneurs de province, prévue du 15 au 19 décembre 2026 à Matadi, chef-lieu de la province du Kongo Central. Cette décision ressort d'une ordonnance présidentielle rendue publique à la télévision nationale ce mardi 27 octobre 2026.

Placée sous le thème: «Gouvernance territoriale et réformes institutionnelles, pilier de la stabilité, du développement économique et de la refondation de l'État», cette session

devra s'inscrire dans la réflexion sur le fonctionnement des institutions provinciales, la décentralisation et les mécanismes de gouvernance territoriale.

Le choix de ce thème met en avant les enjeux liés à la stabilité des provinces et à leur contribution au développement économique du pays. En attendant les conclusions de cette rencontre, la Conférence des gouverneurs constitue un cadre de concertation entre le pouvoir central et les exécutifs provinciaux sur les questions de gouvernance et de développement. Elle permet notamment d'aborder les difficultés rencontrées par

les provinces et les mécanismes susceptibles de renforcer la coordination entre les différents niveaux de l'administration publique.

La 14ème session sera organisée à Matadi conformément à l'ordonnance présidentielle signée le 17 octobre 2026 par le Chef de l'État. Le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Décentralisation et des Affaires coutumières, Jacquemin Shabani Lukoo, est chargé de son exécution. Pour rappel, la 13ème Session de cette conférence s'est tenue du 24 au 28 mars 2026 à Bandundu-Ville, dans la pro-

vince du Kwilu, sous le thème «Transformation du secteur agricole, pastoral et halieutique : développement rural et connexion aux marchés urbains».

Les travaux avaient notamment porté sur les enjeux du développement rural et de la stabilité institutionnelle dans les provinces.

Schilo T.

# Les députés signent le départ de la ministre Marie-Thérèse Sombo



L'Assemblée nationale a voté, lundi 26 octobre 2026, à l'unanimité des députés présents, des recommandations demandant le départ de la ministre de l'Enseignement supérieur, universitaire, recherche scientifique et innovations -ESURSI-, Marie-Thérèse Sombo Safi.

Cette décision fait suite aux conclusions d'une commission d'enquête parlementaire sur la gestion des quotités du minerval et des frais connexes payés par les étudiants des établissements publics. Le bureau de la Chambre basse du Parlement a transmis mardi les résolutions de la plénière à la Première ministre, Judith Suminwa Tuluka, à qui il revient de donner suite à cette recommandation. À l'origine de cette enquête, des dénonciations portées notamment par le député national André Mushongo

Mashara, qui avait alerté sur des irrégularités présumées dans la perception et l'affectation des frais académiques. Installée en mai dernier, la commission a examiné le circuit de collecte et de redistribution de ces ressources pour plusieurs années académiques.

Dans son rapport présenté en plénière le 7 octobre, elle a notamment relevé la centralisation des recettes dans un compte unique géré par le cabinet de la ministre, l'absence de preuves de rétrocession de certaines quotités aux bénéficiaires et des problèmes de traçabilité financière. Des responsables de structures bénéficiaires ont également dénoncé une baisse importante, voire l'interruption, des versements qui leur étaient destinés. Parmi les griefs rapportés figurent aussi des soupçons d'abus de pou-

voir, des interférences dans les attributions de certains services du ministère et des irrégularités dans la gestion de frais connexes. Selon les éléments présentés à la commission, le système de compte unique aurait modifié le circuit antérieur, dans lequel les ressources étaient redistribuées aux structures concernées.

La commission a notamment recommandé la fin de ce mécanisme et le versement direct des quotités sur les comptes des bénéficiaires, ainsi que des poursuites judiciaires contre les responsables présumés des irrégularités. Les conclusions de l'enquête constituent des constats et accusations parlementaires qui ne valent pas, à elles seules, condamnation judiciaire. Le vote de ce lundi marque ainsi une étape politique importante dans ce dos-

sier, sans signifier automatiquement la révocation de la ministre. La suite dépendra des décisions prises par la cheffe du gouvernement à la réception des résolutions de l'Assemblée nationale.

Nommée à la tête du ministère en juin 2024, Marie-Thérèse Sombo est désormais confrontée aux demandes des députés concernant la gouvernance financière du secteur de l'enseignement supérieur et universitaire. L'enjeu est également de garantir la transparence dans la gestion des frais payés par les étudiants et d'assurer que les montants prélevés soient effectivement reversés aux structures auxquelles ils sont destinés.

HK

# Sommet Russie-Afrique: Tshisekedi à Moscou pour renforcer la coopération bilatérale

Le président de la République démocratique du Congo, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, est arrivé à Moscou, en Fédération de Russie, ce mardi 27 octobre 2026, pour prendre part au troisième Sommet Russie-Afrique, prévu les 28 et 29 octobre. Cette rencontre de haut niveau vise à renforcer la coopération entre Moscou et les pays africains dans les domaines politique, économique et diplomatique.

Pour Kinshasa, cette participation s'inscrit dans une stratégie de diversification des partenariats internationaux, dans un contexte où la recherche de nouveaux débouchés économiques et de coopérations sectorielles constitue un enjeu important. En marge du sommet, le Chef de l'État congolais doit s'entretenir avec son homologue russe, Vladimir Poutine, au Kremlin. Cette rencontre bilatérale devrait permettre aux deux dirigeants d'aborder les perspectives de renforcement des relations entre leurs pays.

Trois accords de coopération sont également annoncés au programme de cette visite, notamment dans les domaines de la santé publique, des échanges économiques et commerciaux, ainsi que de la coopération scientifique et technique. Ces engagements doivent contribuer à donner un contenu concret au rapprochement entre la RDC et la Russie. Le troisième accord annoncé concerne la formation professionnelle des jeunes Congolais dans le cadre du programme Alabuga Start. Ce volet s'inscrit dans la perspective de développer les compétences et d'élargir les possibilités de formation à l'étranger pour la jeunesse congolaise. Sa portée dépendra toutefois des mo-

dalités concrètes de mise en œuvre, des conditions d'accès au programme et des perspectives professionnelles offertes aux bénéficiaires. Pour Kinshasa, l'enjeu sera de faire en sorte que cette coopération débouche sur des retombées tangibles en matière de qualification et d'insertion professionnelle. La visite présidentielle sera également marquée par une cérémonie de remise du titre de Docteur Honoris Causa à Félix-Antoine Tshisekedi par l'Université russe de l'Amitié des Peuples -RUDN-, également connue sous le nom d'Université Patrice-Lumumba.

Cette distinction universitaire vient s'ajouter aux séquences diplomatiques et économiques du déplacement. Elle constitue un autre temps fort du séjour du chef de l'État congolais à Moscou, parallèlement aux échanges politiques et à la signature des accords annoncés. Au-delà du sommet et des cérémonies officielles, ce déplacement place la relation entre Kinshasa et Moscou au centre des efforts de diversification diplomatique de la RDC. La santé publique, les échanges commerciaux, la coopération scientifique et la formation des jeunes représentent autant de secteurs dans lesquels les deux pays entendent développer leurs relations.

La portée réelle de cette visite se mesurera néanmoins à l'application des accords, aux investissements mobilisés et aux bénéfices qu'en tireront les populations congolaises. Pour la RDC, l'objectif est désormais de transformer le rapprochement diplomatique avec la Russie en résultats concrets au service du développement national.

René Kanzuku



# Grand Inga: Kinshasa et Washington renforcent leur coordination autour du mégaprojet

Le Comité de coordination et de gouvernance du projet hydroélectrique Grand Inga s'est réuni lundi 26 octobre 2026 à Paris, en France, avec pour objectif de renforcer la coordination autour de ce projet stratégique pour la République démocratique du Congo. Cette rencontre met en évidence les enjeux financiers, diplomatiques et énergétiques liés à la concrétisation de l'un des plus grands projets hydroélectriques envisagés dans le pays.

La délégation congolaise comprend notamment le ministre des Finances, Dou dou Fwamba Likunde Li-Botayi, la ministre d'État aux Affaires étrangères, Thérèse Kayikwamba Wagner, le ministre des Ressources hydrauliques et de l'Électricité, Molendo Sakombi, ainsi que le vice-Premier ministre chargé de l'Économie nationale, Daniel Mukoko Samba. La réunion s'inscrit dans une dynamique de coordination entre la RDC et les États-Unis autour de ce projet d'envergure, dont la réalisation nécessite une mobilisation importante de financements, d'expertises et de partenaires.

Au-delà de la production d'électricité, Grand Inga est présenté comme un levier potentiel de transformation de l'économie congolaise. Sa concrétisation pourrait favoriser l'industrialisation, attirer des investissements, soutenir la création d'emplois et contribuer à améliorer l'accès à l'énergie, un défi majeur pour le pays malgré ses immenses ressources hydroélectriques.

La réussite du projet dépendra toutefois de la capacité des parties prenantes à mobiliser les financements nécessaires, à assurer une gouvernance efficace et à mettre en place les conditions techniques et institutionnelles indispensables à sa réalisation. Pour Kinshasa, l'enjeu est désormais de transformer le potentiel hydroélectrique du fleuve Congo en un moteur durable de croissance et de prospérité. La réunion de Paris constitue ainsi une étape de coordination autour de cette ambition, même si les prochaines avancées concrètes devront permettre d'apprécier les progrès réalisés dans la mise en œuvre du projet.

René Kanzuku



# ECiDé: Déclaration de Rome, le Prof Valentin Tumbwa décrypte la stratégie de la C64 face aux deux camps rivaux



La déclaration de Rome de la Coalition Article 64 -C64-, rendue publique mardi 27 octobre 2026, continue de susciter des réactions au sein de l'opposition congolaise. Dans une lecture politique de cette prise de position, le professeur Valentin Tumbwa Mangwamba, secrétaire national de l'Engagement pour la citoyenneté et le développement -ECiDé- chargé de l'Éducation nationale, met en avant le refus de la C64 de se laisser enfermer dans une alternative entre le camp de Félix Tshisekedi et celui de Joseph Kabila et du Front de résistance nationale -FRN-.

Selon lui, l'enjeu de cette déclaration est de préserver une voie politique autonome, centrée sur la recherche d'une solution à la crise congolaise. Pour Valentin Tumbwa, le principal mérite de la déclaration réside dans sa capacité à déjouer ce qu'il présente comme un piège politique tendu par deux camps rivaux. D'après son analyse, le pouvoir aurait voulu assimiler toute opposition à sa ligne à un soutien à la rébellion, tandis que le camp Kabila et le FRN auraient cher-

ché à présenter la C64 comme complice du projet de troisième mandat si elle ne se ralliait pas à leur position. Face à cette alternative, le responsable de l'ECiDé estime que la plateforme a choisi de ne cautionner aucun des deux scénarios. Il y voit une volonté de défendre une position indépendante, sans renoncer à la recherche d'une issue politique négociée. Cette posture repose, selon lui, sur une distinction essentielle entre le soutien à une alliance politique et l'encouragement à la désescalade.

Le professeur Tumbwa Mangwamba considère qu'il serait irresponsable de condamner par principe une éventuelle rencontre entre Félix Tshisekedi et Joseph Kabila si celle-ci pouvait contribuer à faire baisser les tensions et à mettre fin aux violences. Il pose toutefois une limite claire : une concertation destinée à réduire les affrontements et à préserver la vie des Congolais ne saurait être assimilée à un accord visant à se partager le pouvoir ou les ressources du pays. Dans cette perspective, il estime

que toute démarche de rapprochement doit être appréciée à l'aune de ses résultats pour la population et du respect des principes républicains. L'analyse du secrétaire national de l'ECiDé repose ensuite sur trois conditions. La première est sécuritaire : obtenir une désescalade susceptible de favoriser un cessez-le-feu dans l'Est du pays, alors que les initiatives diplomatiques, notamment celle de Doha, sont jugées insuffisantes par l'intéressé. La deuxième est constitutionnelle : rejeter à la fois la conquête du pouvoir par les armes et toute tentative de se maintenir au pouvoir par une modification de la Constitution.

Pour lui, aucune de ces deux pratiques ne peut justifier l'autre. La troisième est politique : démontrer que la crise congolaise, malgré ses dimensions régionales et ses tensions identitaires, peut trouver une issue dans la concertation entre les acteurs nationaux. Une rencontre entre protagonistes ne présenterait donc un intérêt réel que si elle débouchait sur des engagements concrets en faveur de la paix, de

l'ordre constitutionnel et de la stabilité. Enfin, Valentin Tumbwa Mangwamba invite à ne pas limiter la portée de la déclaration de Rome à la seule perspective d'un rapprochement entre Félix Tshisekedi et Joseph Kabila. Il attire l'attention sur ce qu'il considère comme son volet stratégique, notamment l'intensification des contacts politiques et l'envoi de correspondances officielles aux partenaires de la RDC pour plaider en faveur d'une solution durable et négociée.

Cette démarche traduirait, selon lui, la volonté de la C64 de préparer le terrain diplomatique en vue d'un véritable dialogue national inclusif. Reste désormais à mesurer la portée de cette initiative à travers les réactions des personnalités concernées, l'implication des partenaires et, surtout, la capacité des démarches annoncées à produire des avancées concrètes pour la paix et la cohésion nationale.

Auxence K.



# NUIT DE L'HUMOUR CONGOLAIS



Ronsia kukiél - Pierrot ndombasi  
serge langila - Mimie kabongo  
Decor ilonga - Neveu national  
Kercia

**ABIDJAN**  
Menekre legend  
Riviera route d'attoban entre  
Doraville et Hotel manhattan

**19 dec**  
**2026-18h**



Facebook: central comedy club officiel  
www.Authentika.com

Ticket

10000fcfa

vip 15000fcfa

Reservation; 0707734599

# Face à l'extension d'Ebola à une huitième province, le PAM réclame 214 millions USD



Le Programme alimentaire mondial -PAM- des Nations unies renforce son assistance alimentaire et son appui logistique en République démocratique du Congo, alors que l'épidémie d'Ebola s'étend à une huitième province. Dans une mise à jour opérationnelle publiée le 23 octobre 2026, l'agence humanitaire alerte sur les difficultés croissantes des familles touchées à accéder à la nourriture, notamment pendant les périodes de traitement et d'isolement.

Près de 3,5 millions de personnes vivant dans les zones affectées font face à une insécurité alimentaire aiguë de niveau Crise ou pire, tandis que 97 % des personnes directement touchées par l'épidémie ont encore besoin d'une assistance alimentaire. Pour répondre à cette urgence, le PAM indique avoir fourni plus

de 744 000 repas chauds dans 59 centres de traitement et d'isolement, ainsi que plus de 3 000 tonnes de vivres aux familles des patients.

Au cours des six prochains mois, l'organisation prévoit de distribuer des rations alimentaires sèches à plus d'un demi-million de proches de patients et de cas suspects. Cette assistance vise à permettre aux familles de satisfaire leurs besoins alimentaires sans multiplier les déplacements, tout en facilitant le respect des mesures sanitaires et le travail des équipes médicales.

L'appui du PAM s'étend également au transport humanitaire et à la construction d'infrastructures sanitaires. Depuis le début de la réponse, le Service aérien humanitaire des Nations unies -UNHAS-, géré

par le PAM, a effectué 1 255 vols, transportant 10 272 intervenants humanitaires et 483 tonnes de fret. L'agence a aussi achevé en moins de deux mois un Centre de traitement Ebola à Musienene, tandis qu'un autre est en construction à Bunia.

Deux bases logistiques et neuf mini-bases ont par ailleurs été mises en place pour faciliter le stockage et l'acheminement des fournitures, malgré l'insécurité, les routes difficiles et les intempéries. Face à l'ampleur des besoins, le PAM sollicite 214 millions de dollars américains pour financer sa réponse d'urgence dans l'est de la RDC au cours des six prochains mois.

Sur cette enveloppe, 78,6 millions de dollars sont destinés aux repas

chauds et aux rations alimentaires pour les personnes directement touchées par Ebola et leurs familles. L'organisation prévient qu'un financement insuffisant ou tardif pourrait compromettre la distribution de vivres, les vols humanitaires, le transport des fournitures médicales et la construction des centres de traitement.

Elle appelle ainsi à une mobilisation rapide des ressources pour soutenir les populations vulnérables et contribuer à contenir la propagation de l'épidémie.

LR



# NUIT DE L'HUMOUR CONGOLAIS



Lady esobe - Guesho  
linda khot - kerlyno - bibey pro  
tosha kitona music  
avec plein d'autre artistes surprise...

**ABIDJAN**  
Ménékre legend  
Riviera route d'atioban entre  
Doraville et Hotel manhattan

**19 dec  
2026-18h**

Facebook: central comedy club officiel  
www.Authentika.com

Ticket **10000fcfa**

vip **15000fcfa**

Reservation; 0707734599

# ECiDé exige la libération de Prince Epenge

**EDITEUR**  
**DIRECTEUR GÉNÉRAL**  
René Kanzuku  
+243 821366666

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**  
Landry Gombo B.  
**DIRECTEUR DE RÉDACTION**  
Schilo Tshitenga  
+243 822950000  
**REDACTEUR EN CHEF**  
Justice Kangamina M.

**RÉDACTION CENTRALE**  
Blaise Bonduku  
Myrthe Ekuba  
Auxense Katasa  
Prisca Bamenga  
Hervie Kiala  
Blaise Puala  
(en congé)  
Christelle Luyindula  
(en congé)  
Landry Gombo  
Loudie Mukumbi  
Rabby Lokate  
Rhudy Mialoundama  
(en congé)  
Sarah Gere  
Schilo Tshitenga

**CORRESPONDANTS**  
Anicet Cito  
(Nord-Kivu)  
Isidoros Karderinis  
(Athènes Grèce)  
Elysée Mutingwa  
(USA-Indianapolis)  
Joël Konalowo (Tshopo)  
Thierry Bahati Rafiki  
(Ituri)

## TECHNIQUES ET LOGISTIQUES

Alba Ngalula  
**MARKETING/COMMERCIAL**  
Prisca Bamenga  
**DESIGN&LAYOUT**

E-Wink  
+243 903064750  
**WEBMASTER**  
Schilo Citeng  
**Finances/DigitalCom**  
Schilo Citeng  
**ADRESSE**  
Av. Nkuka N°15  
Mont-Ngafula



L'Engagement pour la citoyenneté et le développement -ECiDé- a condamné les actes d'intimidation dont Martin Fayulu et sa délégation auraient été victimes, dimanche 25 octobre 2026, à l'aéroport international de N'Djili, à Kinshasa.

Le parti politique de Fayulu dénonce des entraves imputées aux services de la Direction générale de migration

-DGM-, alors que l'opposant et sa délégation s'apprêtaient à prendre un vol à destination de Rome, en Italie.

Selon l'ECiDé, dans un communiqué, ces incidents ont été suivis de la confiscation du passeport de Prince Epenge, président de l'ADD-Congo et porte-parole de la coalition Lamuka, puis de son arrestation et de son transfert vers

une destination inconnue. Le parti qualifie ces faits de dérive autoritaire et d'atteinte aux libertés fondamentales garanties par la Constitution.

Il tient les autorités en place pour responsables de la sécurité et de l'intégrité physique de l'opposant et exige sa libération immédiate et sans condition, la restitution de son passeport ainsi que la cessation de toute

forme de persécution politique. L'ECiDé appelle enfin la communauté nationale et internationale à témoigner de cette situation, estimant que les restrictions dénoncées interviennent dans un contexte de crise sécuritaire et humanitaire qui nécessite, selon lui, davantage d'efforts en faveur de la paix et de la cohésion nationale.

Myrthe Ekuba

# Tshisekedi félicite Lula da Silva pour sa réélection à la tête du Brésil



Le président de la République démocratique du Congo, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a adressé ses chaleureuses félicitations à son homologue brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, à la suite de sa réélection à la tête de la République fédérative du Brésil, selon un message officiel de la présidence congolaise.

Le Chef de l'État congolais a salué la confiance renouvelée du peuple brésilien envers Lula, lui souhaitant plein succès dans l'accomplissement de son nouveau mandat, notamment dans les domaines du progrès social, du développement économique et du rayonnement international du Brésil. Cette réélection intervient au terme

d'un processus électoral organisé en deux étapes. Selon le calendrier officiel du Tribunal supérieur électoral brésilien, le premier tour de l'élection présidentielle s'est tenu le 4 octobre 2026, parallèlement aux élections législatives et à celles des gouverneurs.

Faute de majorité absolue au premier tour, un second tour a été programmé le 25 octobre pour départager les deux candidats arrivés en tête. C'est à l'issue de cette seconde manche que le scrutin présidentiel devait livrer son verdict définitif.

Au-delà des félicitations, le message de Félix Tshisekedi met en avant la volonté de Kinshasa de consolider les relations

d'amitié et de coopération avec Brasília. Les deux pays disposent d'un intérêt stratégique commun dans la préservation des écosystèmes forestiers tropicaux, le bassin du Congo et l'Amazonie constituant deux ensembles majeurs pour l'équilibre écologique mondial.

Cette proximité environnementale ouvre des perspectives de collaboration dans la lutte contre le changement climatique, la protection de la biodiversité et la promotion d'un développement durable bénéfique aux populations.

Pour la RDC, le renforcement de ce partenariat représente un enjeu diplomatique et environnemental important, dans un contexte où

les forêts tropicales occupent une place centrale dans les négociations internationales sur le climat.

La coopération entre les deux pays pourrait ainsi contribuer à défendre les intérêts des nations forestières et à promouvoir une meilleure prise en compte de leurs besoins en matière de financement climatique, de développement économique et de conservation des ressources naturelles.